

MINISTÈRE DU BUDGET

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail- Justice- Solidarité

DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

PROJET DE LOI DE FINANCES INITIALE 2021

Rapport de présentation

Octobre 2020

A. INTRODUCTION

Conformément à la lettre N°00126/MB/CAB du 9 avril 2020 de Monsieur le Ministre du Budget portant cadrage budgétaire pour la période 2021-2023 et celle N°0193/CABP/ACCS/SP.PM du 10 juillet 2020 de Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement relative au cadrage et orientations budgétaires pour la préparation du projet de Loi de Finances 2021, j'ai l'honneur de vous soumettre pour examen et approbation, le présent projet de Loi de Finances pour 2021.

Ce présent projet s'articule autour des points ci-après :

- I.** Le contexte, les hypothèses et les objectifs de la politique budgétaire 2021 ;
- II.** L'analyse de l'exécution du budget au 30 juin 2020 ;
- III.** Les chiffres clés et ratios caractéristiques du Projet de Loi de Finances 2021.

I-Contexte, hypothèses et objectifs de la politique budgétaire 2021

L'élaboration du projet de loi de finances 2021 intervient dans un contexte caractérisé par :

- la crise sanitaire mondiale liée au COVID-19 ayant entraîné une forte contraction de l'activité économique et un impact négatif sur la mobilisation des recettes tant intérieures qu'extérieures ;
- la dernière année de la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 et l'adoption de la deuxième phase du PNDES 2021-2025 ;
- l'engagement du Gouvernement à préserver les équilibres macroéconomiques tels que négociés avec le FMI dans le cadre des 5^{ème} et 6^{ème} revues du Programme Economique et Financier soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC);
- la finalisation des travaux d'aménagement du projet hydroélectrique de Souapiti;
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes relatives à la transparence budgétaire, la rationalisation des dépenses publiques et l'orientation des interventions publiques vers des secteurs porteurs de croissance;
- la mobilisation et la sécurisation des recettes par l'intensification des efforts d'immatriculation, de géolocalisation et de fiscalisation des entreprises, l'accélération de la mise en œuvre des procédures de télé déclaration et du télépaiement des impôts et des taxes (E-Tax);
- la mise en application effective des dispositions contenues dans le nouveau cadre législatif et règlementaire des finances publiques (nomenclature budgétaire de l'Etat, Comité de Politique Budgétaire, Comité d'engagement, Rapports trimestriels d'exécution budgétaire, Plans d'engagement, CBMT, CDMT, ...);
- l'application de l'accord-cadre de financement de nos projets prioritaires convenu avec la République Populaire de Chine pour une enveloppe de 20 milliards de dollars US couvrant une période de 20 ans (2017-2036);
- le lancement des activités du Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECON) ;

Les objectifs spécifiques du budget initial 2021 portent sur :

- la mise en œuvre du plan de relance économique post-COVID-19 destiné à préparer la sortie de la crise sanitaire et la relance de l'économie ;
- la limitation du déficit budgétaire à 3,2% du PIB et l'inflation à un niveau inférieur à 10% ;
- le soutien des initiatives présidentielles dans le secteur de l'agriculture à travers un appui conséquent aux filières agricoles ;
- le relèvement à 20% des allocations budgétaires du projet de loi de finances 2021 en faveur du secteur éducatif ;
- la mise en place d'un programme d'investissement destiné à la préparation de la coupe d'Afrique des Nations 2025 en Guinée ;
- l'amplification des efforts budgétaires consentis par l'Etat au titre de l'action de l'Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES) dans le cadre du plan de riposte économique à la crise sanitaire COVID-19 ;
- le renforcement du soutien budgétaire à l'Agence Guinéenne de Financement du Logement (AGUIFIL) en vue de pérenniser le programme gouvernemental de construction de logements sociaux ;
- la poursuite des réformes du secteur de l'électricité et le maintien des subventions accordées à l'Electricité de Guinée (EDG) à leur niveau de 2020 ;
- la consolidation et le renforcement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, notamment le Guichet unique du commerce extérieur (GUCEG) et la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI) ;

Les grandes masses du PLFI 2021 se résument ainsi qu'il suit :

Recettes totales :	23 400,32 Mds
Recettes hors Dons :	21 702,32 Mds
Dépenses :	27 627,75 Mds

Le besoin de financement est de **4 227,42 Mds**, couvert par la différence entre des ressources de financement pour **7 475,6 Mds** et des charges de financement pour **3 248,2 Mds**.

II- L'ANALYSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET AU 30 JUIN 2020 ET PROJECTION A FIN DECEMBRE 2020

Les projections budgétaires de la LFR 2020 tablent sur un taux de croissance du PIB de 5,2%, un taux d'inflation (moyenne annuelle) de 9,6%, un taux de change de 9 790 GNF pour 1 Dollar US et une pression fiscale de 12,7% du PIB.

En cohérence avec la politique monétaire, les objectifs de la politique budgétaire visaient : (i) un déficit budgétaire de -3,4% du PIB, et un solde budgétaire de base de 0,6% du PIB ; (ii) un taux d'endettement raisonnable ne devant pas dépasser 45,4 % du PIB et le maintien du risque de surendettement à un niveau modéré dans le cadre d'une stratégie d'endettement de moyen terme 2019-2023, adoptée en décembre 2018 ; (iii) une mobilisation supplémentaire des recettes fiscales pour atteindre 13,5% du PIB dans un contexte de l'entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun (TEC) et (iv) une rationalisation des dépenses de fonctionnement

des administrations afin de créer un espace budgétaire permettant d'intensifier les investissements publics et le programme de protection sociale.

Sur la base des tendances observées au cours du premier semestre 2020, marquées principalement par l'apparition de la pandémie du COVID-19, un projet de budget révisé s'est avéré indispensable. Ainsi, le taux de croissance de 6,3% initialement prévu a été revu à la baisse pour se situer à 5,2% avec un taux d'inflation de 9,6% à fin 2020. L'objectif de solde budgétaire de base est révisé à -3,09% du PIB, et des ajustements sont opérés dans les prévisions de recettes et de dépenses, en vue de préserver la stabilité macroéconomique.

Par rapport aux objectifs de la loi de finances initiale 2020, l'exécution budgétaire à fin juin se présente ainsi qu'il suit :

- Recettes	7 493,93 Mds
- Dépenses	8 586,74 Mds
- Ressources de financement	3 409,24 Mds
- Charges de financement	1 041,62 Mds

1- Recettes

L'exécution des recettes budgétaires de l'Etat se chiffre à 7 493,93 Mds contre un objectif à fin juin 2020 de 6 665,98 Mds, soit un taux d'exécution de 112,42%. Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en recettes fiscales pour 6 693,19 Mds (89,31%), dons, legs et fonds de concours pour 353,89 Mds (4,72%) et les autres recettes pour 446,85 Mds (5,96%).

Sur la base des prises en charge comptable, le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 9 037,97 Mds.

Tableau 1 : Exécution globale des recettes à fin juin 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020	Situation à fin juin 2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	18 605,48	6 087,70	6 693,19	109,95%	89,31%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 410,00	352,50	353,89	100,39%	4,72%
3 AUTRES RECETTES	566,10	225,78	446,85	197,91%	5,96%
Total général	20 581,58	6 665,98	7 493,93	112,42%	100,00%

1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 6 693,19 Mds contre une prévision semestrielle de 6 087,70 Mds, soit un taux d'exécution de 109,95%.

Cette mobilisation résulte essentiellement des efforts enregistrés au niveau des impôts sur les biens et services pour 3 536 Mds (52,83%), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 1 898,57 Mds (28,37%) et les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 1 164,93 Mds (17,40%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau 2: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin juin 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020 (x)	prévision fin juin 2020 (a)	Réalisation fin juin 2020 (b)	Taux d'exécution (c)= (b/a)	Part (d)
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 633,13	824,98	1 164,93	141,21%	17,40%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	352,03	89,29	72,08	80,73%	1,08%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	93,28	19,02	15,48	81,40%	0,23%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	10 453,57	3 157,91	3 536,00	111,97%	52,83%
15 IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	4 073,47	1 978,62	1 898,57	95,95%	28,37%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	0,00	17,87	6,13	34,28%	0,09%
TOTAL RECETTES FISCALES	18 605,48	6 087,70	6 693,19	109,95%	100,00%

1.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision à fin juin 2020 de 352,50 Mds, il a été exécuté au titre des dons, legs et fonds de concours 353,89 Mds, soit 100,39%. Cette exécution concerne les dons projets et programmes pour 111,85 Mds et les appuis budgétaires pour 242,03 Mds.

Tableau 3: Exécution globale des dons à fin juin 2020 en milliards de GNF

Libellés	LFI 2020 (x)	Situation à fin juin 2020			
		Prévision (a)	Réalisation (b)	Taux (c)= (b/a)	Part dans l'exécution totale (d)
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 410,00	352,50	353,89	100,39%	70,61%
DONS PROJETS ET PROGRAMMES	950,00	237,50	111,85	47,10%	22,32%
DONS APPUI BUDGÉTAIRE	460,00	115,00	242,03	210,46%	48,29%

1.3 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées au 30 juin 2020, à hauteur de 446,85 Mds sur une prévision semestrielle de 225,78 Mds, soit un taux d'exécution de 197,91%. Ce niveau de réalisation porte sur les recettes diverses pour 377,65 Mds, soit 84,51%, le revenu de la propriété pour 36,16 Mds (8,09%) et les ventes de biens et services pour 33,03 Mds (7,39%).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 4 : Exécution des Autres recettes à fin juin 2020 en milliards de GNF

Libellés	LFI 2020 (x)	prévision fin juin 2020 (a)	Réalisation fin juin 2020 (b)	Taux d'exécution (c)= (b/a)	Part (d)
3 AUTRES RECETTES	566,10	225,78	446,85	197,91%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIÉTÉ	395,91	25,66	36,16	140,91%	8,09%
312 Dividendes	395,91	25,66	36,16	140,91%	8,09%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	126,04	144,10	33,03	22,92%	7,39%
321 Ventes des établissements marchands	46,92	124,47	0,30	0,24%	0,07%
322 Droits et frais administratifs	79,11	19,11	32,73	171,27%	7,33%

323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,51	0,00	0,00%	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	11,52	0,02	0,01	35,71%	0,00%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	11,52	0,02	0,01	35,71%	0,00%
35 RECETTES DIVERSES	32,64	56,00	377,65	674,34%	84,51%
351 Recettes diverses	32,64	56,00	377,65	674,34%	84,51%
Total général	566,10	225,78	446,85	197,91%	100,00%

I.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif au 30 juin 2020 de 6 313,48 Mds, les efforts propres des régies financières dans la mobilisation des recettes se chiffrent à 7 140,04 Mds, soit un taux d'exécution de 113,09%.

Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 2 294,68 Mds (32,14%), la Direction Générale des Douanes pour 4 144,84 Mds (58,05%) et la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 700,52 Mds (9,81%).

– Direction Nationale des Impôts (DNI)

A fin juin 2020, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 2 294,68 Mds sur un objectif de 1 876,24 Mds, soit un taux de mobilisation de 122,30%. La plus-value qui se dégage est de 418,44 Mds.

La part de chaque nature de recettes est par ordre d'importance de 50,77% pour les impôts sur les revenus, les bénéfiques et gains en capital, les impôts sur les biens et services pour 45,15%, 3,14% pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre, les impôts sur le patrimoine 0,67% et 0,27% pour les autres recettes fiscales.

Comparé à la prévision annuelle de 9 464,61 Mds, la DNI a réalisé au titre du 1^{er} semestre 2020 un montant de 2 294,68 Mds, soit un taux de 24,24%.

– Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes, à fin juin 2020, se chiffrent à 4 144,84 Mds sur une prévision à fin juin de 3 980,84 Mds, soit un taux de réalisation de 104,12%. Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur les biens et services pour 2 246,27 Mds et les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 1 898,57 Mds.

L'exécution des impôts sur biens et services de 2 246,27 Mds (54,19%) porte sur les impôts généraux sur les biens et services pour 1 558,08 Mds (37,59%) et les accises pour 688,19 Mds (16,60%).

En ce qui concerne les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales, l'exécution représente 45,81% de l'ensemble des recettes mobilisées par la DGD. Elle porte essentiellement sur les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 1 410,37 Mds, soit 34,03% et les taxes à l'exportation pour 488,20 Mds, soit 11,78%.

Comparé à la prévision annuelle de la LFI de 8 088,86 Mds, la DGD a réalisé à fin juin 2020, un montant de 4 144,84 Mds soit 51,24%.

– Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin juin 2020, la recette centrale du Trésor a mobilisé 700,52 Mds sur un objectif semestriel de 457,05 Mds, soit un niveau de réalisation de 153,27%. Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 253,67 Mds représentant 36,21% des recettes mobilisées par cette régie financière avec un taux d'exécution de 109,99% et les autres recettes pour 446,85 Mds constituant 63,79% du total de recettes, avec un taux d'exécution de 197,91%. Il convient de préciser que les recettes fiscales sont en grande partie constituées des recettes en devises du secteur minier pour lesquelles l'Agence Comptable Centrale du Trésor est comptable assignataire et de diverses redevances collectées par la Recette centrale du Trésor, en collaboration avec les services d'assiette des ministères sectoriels.

La performance enregistrée au niveau de cette régie s'explique par l'encaissement des recettes exceptionnelles par la contribution des donateurs pour la mise en œuvre du plan de riposte contre le COVID-19.

L'exécution des autres recettes concernent les recettes diverses pour 377,65 Mds, les revenus de la propriété pour 36,16 Mds, les ventes de biens et services pour 33,03 Mds et les amendes, pénalités et confiscations pour 0,01 Md.

2- Dépenses

L'exécution des dépenses y compris FINEX au 30 juin 2020 se chiffre à 8 586,74 Mds contre un objectif semestriel de 4 532,80 Mds, soit un taux d'exécution de 189,44%.

Comparée aux prévisions de la Loi de Finances initiale 2020 de 26 730,72 Mds, l'exécution des dépenses y compris FINEX s'est située à 32,12%.

L'exécution hors finex, base paiement, se chiffre à 7 027,65 Mds contre l'objectif de la période de 4 532,80 Mds, soit 155,04%. Cette exécution concerne les dépenses courantes pour 6 859,03 Mds (97,60%) et les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 168,62 Mds, soit 2,40%.

Cependant, les dépenses engagées se sont établies à 9 655,54 Mds, soit 72,78 % par rapport aux dépenses payées hors finex.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables y compris finex, se chiffre à 9 747,43 Mds.

Le tableau ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre

Tableau 9: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX

Libellés	LFI (x)	Modificatio ns (a)	Crédits Actuels (b)	Plan d'Engagement ©	Engagements		Paiements	
					Juin (d)	Taux (e)=(d/c)	Juin (f)	Taux (g)=(f/c)
Charges Financières De La Dette	1 154,00	0,00	1 154,00	250,00	315,16	126,06%	315,16	126,06%
Dépenses De Personnel	6 141,70	0,00	6 141,70	1204,34	3 176,52	263,76%	2 624,31	217,90%
Dépenses De Biens Et Services	3 908,01	139,96	4 047,97	756,82	2 431,84	321,32%	1 438,82	190,11%
Dépenses De Transfert	5 264,38	66,69	5 331,07	1452,12	3 023,26	208,20%	2 480,74	170,84%
Dépenses D'Investissement	3 420,60	143,83	3 564,43	869,52	708,77	81,51%	168,62	19,39%
TOTAL	19 888,69	350,48	20 239,2	4 532,80	9 655,54	213,02%	7 027,65	155,04%

La Guinée à l'instar des autres pays du monde reste confronter à la pandémie du COVID-19 dont le premier cas est apparu dans notre pays le 16 mars 2020. Le Gouvernement et la population guinéenne dès cette apparition se sont investis dans un plan de riposte pour endiguer cette pandémie.

Les premières mesures d'urgence ont été prises, suivies de la déclaration de l'état d'urgence le 26 mars 2020 et accompagnée de nouvelles mesures sanitaires.

Ces mesures ont été amendées le 14 avril 2020, avec notamment la fermeture des écoles, des universités, des lieux de loisirs et de culte sur l'ensemble du territoire national.

Le port du masque a été rendu obligatoire. C'est dans ce cadre que le Gouvernement a fait confectionner deux millions de masques réutilisables produits par la Guinée et dont la distribution fut gratuite.

Au 30 juin sur 36 611 personnes testées, nous dénombrons 5 391 cas positifs soit 14,72 % dont 4 326 guéris et déplorons le décès de 33 patients.

La politique actuelle mise en place par le Gouvernement est de procéder à un dépistage massif, afin d'isoler tous les cas positifs éventuels et en même temps éviter qu'ils ne contaminent les personnes ayant d'autres maladies graves ainsi que les vieilles personnes et les femmes enceintes.

Ces chiffres confirment que le combat n'est pas encore gagné et que nous devons redoubler d'efforts et de vigilance.

Par la suite, les mesures envisagées et mises en œuvres par le Gouvernement étaient d'ordre sanitaire, social, économique et financier.

II -2-2 Analyse des dépenses par titre

Dépenses courantes

A fin juin 2020, sur un objectif semestriel de 3 663,28 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 6 859,03 Mds, soit un taux d'exécution de 187,24%. Cette exécution par titre se décompose ainsi qu'il suit :

- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur un objectif à juin de 250 Mds inscrit dans le plan d'engagement, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 315,16 Mds, soit 126,06%. Cette exécution concerne les intérêts aux non-résidents pour 71,47 Mds et les intérêts aux résidents autres que les administrations publiques pour 243,69 Mds.

- **Titre II : Dépenses de personnel**

Au titre des dépenses de personnel, il a été réalisé, au 30 juin 2020, un montant de 2 624,31 Mds (217,90%) sur un objectif de 1 204,34 Mds. Cette exécution ne concerne que les salaires et traitements en espèces.

Ce dépassement s'explique essentiellement par le dégel global du salaire des enseignants grévistes, le paiement des primes d'incitation des enseignants en situation de classe, le reclassement des agents de la sécurité, le paiement des primes de séparation des députés et des contractuels de la huitième législature.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 2 706,24 Mds.

- **Titre III : Dépenses de biens et services**

Sur un objectif au 30 juin 2020 de 756,82 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services un montant de 1 438,82 Mds, soit un taux d'exécution de 190,11%.

Cette exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

- Achats de fournitures et biens courant.....21,36 Mds ;
- Achats de fournitures et biens spécifiques.....107,08 Mds ;
- Achat de carburants et lubrifiants.....123,21 Mds ;
- Fournitures de services.....161,27 Mds ;
- Consommation Eau, Electricité, Télécommunications..... 97,57 Mds ;
- Frais de déplacement.....72,12 Mds ;
- Frais de représentation et manifestation11,56 Mds ;
- Entretien3,96 Mds ;
- Dépenses diverses840,70 Mds.

- **Titre IV: Dépenses de transfert**

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 2 480,74 Mds sur un objectif à fin juin de 1 452,12 Mds, soit un taux d'exécution de 170,84%.

Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit :

- Transferts courants..... 1 950,52 Mds, soit 78,63 % ;
- Transferts en capital8,33 Mds, soit 0,34% ;
- Transferts aux ménages..... 467,26 Mds, soit 18,83% ;

- Autres transferts.....54,63 Mds, soit 2,20%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 2 776,72 Mds. Par ailleurs, les dépenses engagées de la période s'élèvent à 3 023,26 Mds (2,07% du PIB) dont 1 682,32 Mds représentant les engagements en faveur du Ministère de l'Energie pour la prise en charge des dépenses d'électricité.

• Titre V : Dépenses d'investissement

L'exécution à fin juin des dépenses d'investissements publics yc FINEX se chiffre à 1 727,71 Mds contre une prévision de 869,52 Mds, soit un taux d'exécution de 198,70%. Cette exécution se décompose en financement sur ressources propres pour 168,62 Mds (9,76%) et en financement extérieur pour 1 559,09 Mds soit (90,24%) dont 105,16 Mds au titre de la coopération avec l'Union Européenne.

Sur un objectif semestriel de 869,52 Mds, les investissements sur ressources propres se situent à 168,62 Mds soit 19,39%. Cette exécution concerne les immobilisations financières pour 73,81 Mds et les immobilisations non financières pour 94,81 Mds.

Les dépenses financées sur ressources extérieures se décomposent comme décrites dans le tableau ci-après.

Tableau 9: Exécution des projets FINEX à fin juin 2020 (en milliards de GNF)

BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2020									
PREVISIONS ET EXECUTIONS DU FINANCEMENT EXTERIEUR									
PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR									
Code	Nomenclature	PREVISION FINEX 2020				EXECUTION FINEX 2020			
		PRETS	DONS	TOTAL	%	PRETS	DONS	TOTAL	%
1	DEVELOPPEMENT RURAL	406 321,5	251 319,4	657 640,9	9,61%	101 225,60	83 392,80	184 618,40	28,10%
11	Agriculture	347 406,5	175 687,1	523 093,6	7,65%	100 597,80	58 554,50	159 152,30	30,40%
12	Elevage	0,0	8 000,0	8 000,0	0,12%	0,0	0,0	0,0	0,00%
13	Pêche	3 000,0	48 830,0	51 830,0	0,76%	0,0	24 838,3	24 838,3	47,90%
14	Forêt /Hydraulique Villageoise	55 915,0	18 802,3	74 717,3	1,09%	627,80	0,0	627,80	0,80%
2	MINES INDUSTRIE-EAU-ENERGIE	3 040 566,8	333 469,6	3 374 036,4	49,31%	469 943,20	43 396,70	513 339,90	15,20%
21	Mines -Géologie-Environnement	0,0	55 454,6	55 454,6	0,81%	36 485,00	0,0	36 485,00	65,80%
22	Industrie-PME-Commerce-Artisanat	69 356,8	17 800,0	87 156,8	1,27%	9 669,30	11 364,60	21 033,9	24,10%
23	Eau Urbaine	77 047,0	0,0	77 047,0	1,13%	25 739,10	19 871,60	45 610,70	59,20%
24	Energie	2 784 135,0	260 215,0	3 044 350,0	44,49%	398 049,80	12 160,50	410 210,30	13,50%
25	Hydraulique	110 028,0	0,0	110 028,0	1,61%	0,0	0,0	0,0	0,00%
26	Hôtellerie-Tourisme			0,0	0,00%			0,00	0,00%
3	INFRASTRUCTURES	1 765 653,4	348 426,0	2 114 079,4	30,90%	379 773,30	0,0	379 773,30	18,00%
31	Urbanisme-Habitat	28 882,4	51 726,0	80 608,4	1,18%	27 175,60	0,0	27 175,60	33,70%
32	Travaux Publics	1 706 771,0	269 700,0	1 976 471,0	28,89%	352 597,70	0,0	352 597,70	17,80%
33	Transport/Météo	30000	27000	57 000,0	0,83%	0,00	0,00	0,0	0,00%
34	Télécom/Postes	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,0	0,0	0,0	0,00%
4	SOCIAL	178 073,7	164 575,7	342 649,4	5,01%	146 476,30	146 992,10	293 468,40	85,60%

41	Santé	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,0	0,0	0,0	0,00%
41	Santé Publiques	84 770,9	97 450,0	182 220,9	2,66%	144 652,10	146 992,10	291 644,20	160,00%
41	Affaires Sociales	0,0	29 411,4	29 411,4	0,43%	0,0	0,0	0,0	0,00%
42	<i>Education</i>	21 714,0	18 214,0	39 928,0	0,58%	912,10	0,0	912,10	2,30%
42	Enseignement Pré-Universitaire	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,0	0,0	0,0	0,00%
42	Enseignement Sup/Recherche Scientifi	71588,8	0	71 588,8	1,05%			0,0	0,00%
42	Enseignement Technique/ Formation Profession	0,0	3 500,0	3 500,0	0,05%	912,10	0,0	912,10	1,20%
43	Jeunesse et Sports		16 000,3	16 000,3	0,23%	0,0	11 247,70	11 247,70	70,30%
5	ADMINISTRATION/ DECENTRALISATION	268 888,7	84 756,0	353 644,7	5,17%	7 253,00	65 153,20	72 406,20	20,50%
51	Admiration Générale	191 384,5	59 756,0	251 140,5	3,67%	3 478,70	23 069,10	26 547,80	10,60%
52	Décentralisation /Sécurité/ Défense	77 504,2	25 000,0	102 504,2	1,50%	7 548,60	84 168,20	91 716,80	44,70%
	TOTAL HORS TAXES	5 659 504,1	1 182 546,7	6 842 050,8	100,00%	1 103 759,30	350 182,40	1 453 941,70	21,30%

Au 30 juin 2020, le niveau d'exécution du financement extérieur s'est établi à 1 453,93 Mds à raison de 1 103,76 Mds au titre de prêts et 350,18 Mds en dons. Ces données ne sont pas exhaustives car elles concernent uniquement la situation des demandes de retrait de fonds enregistrées et traitées à la Direction Nationale des Investissements Publics (DNIP).

Il a été exécuté au 30 juin 2020, un montant de 9 262 058 Euros soit 105,16 Mds GNF au fixing de la BCRG au 30 juin ; 1 Euro = 11 353,52 GNF au titre des accords de coopération entre l'Union Européenne et la République de Guinée dans le cadre de l'appui au renforcement de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration des infrastructures sociales.

III- SOLDE BUDGETAIRE

Le solde de base à fin juin 2020, se chiffre à 297,46 Mds, soit 0,20% du PIB contre un objectif plancher de 254,56 Mds, ce qui représente 0,17% du PIB, soit un écart en baisse de 42,09 Mds.

Le solde net de gestion s'est établi à -709,46 Mds contre un repère à fin juin de -2 512,24 dégageant un besoin de financement de -2 121,39 Mds pour la couverture des dépenses publiques.

IV- OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement de 612,38 Mds contre des charges de financement de 321,22 Mds.

IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de la période se chiffrent à 3 409,24 Mds contre une prévision de 3 681,01 Mds. Cette réalisation ne concerne essentiellement que les emprunts pour 3 409,22 Mds.

IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 1 041,62 Mds représentant les remboursements du capital des emprunts dont remboursement emprunts intérieurs pour 770,81 Mds et 270,81 Mds en emprunts extérieurs.

Tableau 10: Situation des ressources et des charges de financement à fin juin 2020

Code NBE	LIBELLE	LFI 2020	prév juin 2020	réal juin 2020	Taux	Part
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	7 362,0	3 681,01	3 409,24	92,62%	100,00%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF		0,00			0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	0,0	0,00	0,03		0,00%
32	EMPRUNTS	7 155,0	3 577,50	3 409,22	95,30%	100,00%
321	Emprunts Intérieurs	862,0	431,00	1 326,68	307,81%	38,91%
	<i>dt Banque commerciale</i>	862,0	431,00	1 326,68	307,81%	38,91%
322	Emprunts Extérieurs	6 293,0	3 146,50	2 082,54		61,09%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,0	0,00	0,00		0,00%
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	207,0	103,51	0,00	0,00%	0,00%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,0	0,00	0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,0	0,00	0,00		0,00%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,0	0,00	0,00		0,00%
344	Remboursements de prêts par des particuliers		0,00			0,00%
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	207,0	103,51	0,00	0,00%	0,00%
349	Autres remboursements de prêts	0,0	0,00	0,00	0,00	
4	CHARGES DE FINANCEMENT	2 337,0	1 168,50	1 041,62	89,14%	100,00%
			0,00			
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF		0,00			
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 337,0	1 168,50	1 041,62	89,14%	100,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 492,0	746,00	770,81	103,33%	74,00%
	<i>dt Banque Centrale</i>	287,0	143,50	0,00		0,00%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	845,0	422,50	270,81	64,10%	26,00%
	Principaux agrégats et soldes					
	Solde de base	922,30	254,56	297,46	116,85%	32,25%
	Solde de base % PIB	0,6%	0,17%	0,20%	116,85%	0,00%
	PIB	145 951,0	145 951,0	145 951,0	145 951,0	145 951,0
	Taux de change USD	9 225,3	9 225,3	9 225,3	100,00%	10,002509
	Pression Fiscale hors Dons	13,52%	6,57%	5,65%	85,88%	0,01%

B. GRANDES MASSES DU PROJET DE LOI DE FINANCES INITIALE **2021**

Le projet de Loi de Finances Initiale 2021 a pour but de fixer les objectifs budgétaires de l'exercice conformément à l'évolution récente du cadre macro-économique afin d'assurer une exécution budgétaire en lien avec les objectifs de la politique socio-économique du Gouvernement.

Les projections budgétaires pour 2021, tant au niveau des recettes, des dépenses que du financement tablent sur un taux de croissance économique de 5,5% du PIB, un taux d'inflation moyen de 8% du PIB, un taux de pression fiscale de 12,6% ainsi que des réserves de la BCRG à un niveau adéquat de trois mois d'importations et une stabilisation du taux de change à 9 322,6 GNF pour 1 Dollar.

Les grandes masses du projet de Loi de Finances Initiale pour 2021 se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau 6 : Grandes masses PLF 2021

Rubriques	PLFR 2020	PLF 2021
Recettes	21 364,14	23 400,32
<i>Recettes fiscales</i>	17 778,1	21 079,9
<i>Recettes fiscales/PIB</i>	12,1%	12,6%
<i>Autres recettes</i>	574,20	622,30
<i>Dons, legs et fonds de concours</i>	3 011,86	1 698
<i>Recettes hors dons</i>	18 352,29	21 702,32
<i>Recettes hors dons/PIB</i>	12,5%	13%
dont BAS	737,50	955,30
Dépenses Totales	26 829,33	27 627,76
Dépenses totales/PIB	18,30%	16,53%
Dépenses courantes	18 985,87	18 450,66
Dépenses courantes/PIB	13%	11%
Dépenses courantes/Dépenses totales	70,77%	66,78%
Dépenses d'investissement hors BAS	7 105,99	8 221,79
Dépenses d'investissement hors BAS/PIB	4,85%	4,92%
Dépenses d'investissement yc BAS	7 843,50	9 177,08
Dépenses d'investissement yc BAS/Dépenses totales	29,23%	33,22%
Dépenses d'investissement sur fin. Interne	3 314,17	3 005,71
Dépenses d'investi sur fin. Interne/Dépenses d'investi	42,25%	32,75%
Dépenses d'investi sur FINEX	4 529,29	6 171,37
Dépenses d'investi sur FINEX/Dépenses d'investi	57,75%	67,25%

Solde de base	-2 765,84	867
Solde de base en % du PIB	-1,89%	0,52%
PIB	146 582	167 155

1. Recettes

Les recettes résumées dans le tableau ci-dessous, sont estimées à 23 400,32 Mds contre une prévision dans la LFR 2020 de 21 364,14 Mds, soit une augmentation de 2 036,21 Mds (9,53%).

Tableau 7 : Recettes totales du PLF 2021 en milliards de GNF

Libellé	PLFR 2020	PLF 2021	ECART	Taux d'accroissement
RECETTES FISCALES	17 040,59	20 124,57	3 083,98	18,10%
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	3 011,86	1 698	-1 313,86	-43,62 %
AUTRES RECETTES	574,18	622,46	48,28	8,41%
BAS	737,51	955,29	217,78	29,53%
TOTAL	21 364,14	23 400,32	2 036,18	9,53%

Le tableau ci-dessus indique que les recettes fiscales et les autres recettes du budget général augmentent respectivement de 3 083,98 Mds (18,10%) et de 48,28 Mds (8,41%) dans le projet de Loi de Finances Initiale 2021. Quant aux dons, legs et fonds de concours, ils baissent de 1 313,86 Mds (-43,62%) par rapport à la LFR 2020.

L'augmentation des recettes fiscales est imputable aux impôts sur le revenu, les bénéfiques et les gains en capital pour 868,67 Mds, les impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 44,47 Mds, les impôts sur les biens et services pour 1 074,15 Mds, les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 1 074,48 Mds, les impôts sur le patrimoine de 10,75 Mds et les autres recettes fiscales pour 11,46 Mds.

Quant aux dons, legs et fonds de concours, la baisse constatée de 1 313,86 Mds porte sur les dons projets et programmes pour 340,29 Mds et les appuis budgétaires pour 973,57 Mds.

En ce qui concerne les autres recettes, l'augmentation de 48,28 Mds est imputable au revenu de la propriété pour 33,33 Mds et la vente des biens et services pour 28,76 Mds, atténuée par une baisse constatée au niveau des amendes, pénalités et confiscations pour 4,64 Mds et les recettes diverses pour 9,17 Mds.

Les ressources des budgets d'affectation spéciale qui se chiffrent à 955,29 Mds ont connu une augmentation de 217,78 Mds par rapport au budget révisé 2020 et se présentent comme suit :

- FNDL/ANAFIC.....352,13 Mds ;
- FODECON.....425,97 Mds ;
- RSU.....50,66 Mds ;
- FCE.....126,54 Mds.

Les prévisions de recettes des régies financières se présentent ainsi qu'il suit par rapport à la loi de finances rectificative 2020 :

- Direction Nationale des Impôts : 9 718,90 Mds contre 7 972,63 Mds dans la LFR 2020 (21,90%) ;
- Direction Nationale du Trésor et de la comptabilité publique : 1 517,34 Mds contre 1 183,52 Mds (28,21%) en LFR 2020 ;
- Direction Générale des Douanes hors RER : 10 466,07 Mds contre 8 893,27 Mds (17,69%) en LFR 2020.

Pm : RER 377,88 Mds contre 302,86 Mds en LFR 2020.

2. Dépenses

Les dépenses résumées dans le tableau ci-dessous, sont évaluées à 27 627,75 Mds contre une prévision dans la loi de finances rectificative 2020 de 26 829,33 Mds, soit une augmentation de 798,42 Mds (2,98%). Rapportées au PIB, les dépenses se sont maintenues à 16,53%.

2.1. Ventilation des dépenses par nature économique

La ventilation des dépenses par nature se présente dans le tableau ainsi qu'il suit :

Tableau 8 : projection des dépenses par nature en milliards de GNF

NATURE DEPENSES	PLFR 2020	PLF 2021	Ecart	Taux d'accroissement	Part
Dépenses courantes	18 985,87	18 450,66	-535,21	-2,82%	66,78%
Charges financières de la dette	1 278,00	1 534,00	256,00	20,03%	8,31%
<i>Intérêt dette intérieure</i>	<i>985,00</i>	<i>1 168,00</i>	<i>183,00</i>	<i>18,58%</i>	<i>76,14%</i>
<i>Intérêt dette extérieure</i>	<i>293,00</i>	<i>366,00</i>	<i>73,00</i>	<i>24,91%</i>	<i>23,86%</i>
Dépenses de personnel	6 332,95	6 890,76	557,82	8,81%	37,35%
Dépenses de biens et services	3 559,46	3 925,17	365,70	10,27%	21,27%
<i>dont RER</i>	<i>302,90</i>	<i>377,88</i>	<i>74,98</i>	<i>24,76%</i>	<i>9,63%</i>
Dépenses de transfert	7 815,46	6 100,73	-1 714,73	-21,94%	33,07%
<i>dont EDG</i>	<i>3 308,00</i>	<i>2 390,00</i>	<i>-918,00</i>	<i>-27,75%</i>	<i>39,18%</i>
Dépenses d'investissement	7 105,95	8 221,79	1 115,84	15,70%	29,76%
Immobilisation non financières	6 904,16	8 038,22	1 134,06	16,43%	97,77%
immobilisations financières	201,79	183,57	-18,22	-9,03%	2,23%
BAS	737,51	955,29	217,78	29,53%	3,46%
Dépenses hors FINEX	22 300,04	21 456,38	-843,66	-3,78%	77,66%
<i>Dépenses sur FINEX</i>	<i>4 529,29</i>	<i>6 171,37</i>	<i>1 642,08</i>	<i>36,25%</i>	<i>22,34%</i>
Dépenses YC FINEX	26 829,33	27 627,75	798,42	2,98%	

L'augmentation des dépenses de 798,42 Mds par rapport à la LFR 2020 est imputable à la hausse des dépenses d'investissement pour 1 115,84 Mds (15,70%) atténuée par une baisse des dépenses courantes pour 535,21 Mds (-2,82%).

a. Dépenses courantes

La diminution des dépenses courantes de 535,21 Mds porte sur les dépenses de transfert pour 1 714,73 atténuée par des hausses constatées sur les dépenses de personnel pour 557,82 Mds, les dépenses de biens et services pour 365,70 Mds et les charges financières de la dette pour 256 Mds.

Charges financières de la dette

Au titre des charges financières de la dette, les projections pour 2021 se chiffrent à 1 534 Mds contre une prévision de la LFR 2020 de 1 278 Mds, soit une hausse de 256 Mds (20,03%). La part des charges financières de la dette dans les dépenses courantes est de 8,31% et se décomposent en intérêts aux non-résidents pour 366 Mds (23,86%) et aux résidents autres que les administrations publiques pour 1 168 Mds (76,14%).

Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont évaluées à 6 890,76 Mds contre 6 332,95 Mds dans la loi de finances rectificative 2020, soit une augmentation de 557,82 Mds (8,81%). Cet accroissement prend en compte le recrutement de nouveaux fonctionnaires envisagés par le Gouvernement.

Les salaires et traitements en espèce se chiffrent à 6 068,59 Mds contre 5 582,99 Mds en LFR 2020, soit une augmentation de 485,60 Mds (8,70%). Quant aux salaires et traitements en nature, ils sont évalués à 801,25 Mds contre 719,97 Mds en LFR 2020, soit une augmentation de 81,28 Mds (11,29%). Cette augmentation au niveau des traitements et salaires en nature porte essentiellement sur les agents des ministères de la Défense, de la Sécurité et de l'Environnement.

Concernant les cotisations sociales, elles sont évaluées à 20,92 Mds contre 29,98 Mds en LFR 2020, soit une baisse de 9,07 Mds (-30,24%).

La part des dépenses de personnel dans les dépenses courantes se situe à 37,35 %. Rapportées aux recettes fiscales, elles passent de 35,62% à 32,69% en PLF 2021. Ce taux reste encore inférieur au seuil du critère de convergence de la CEDEAO qui est de 35%.

Dépenses de biens et services

Les dépenses de biens et services sont projetées à hauteur de 3 925,16 Mds contre 3 559,46 Mds prévues dans la LFR 2020, soit une hausse de 365,70 Mds (10,27%). Cette hausse s'explique essentiellement par la prise en charge en année pleine des dépenses de fonctionnement des nouveaux Ministères.

Leur part dans les dépenses courantes s'établit à 21,27% contre 18,75% dans la loi de finances rectificative 2020.

Les dépenses de biens et services absorbent 18,09% des recettes hors dons.

Dépenses de transfert

Cette rubrique de dépenses est évaluée à 6 100,73 Mds dans le projet de loi de finances initiale 2021 contre 7 815,46 Mds dans la LFR 2020, soit une diminution de 1 714,72 Mds (-21,94%). L'évaluation de cette rubrique prend essentiellement en compte le maintien à son

niveau de 2020 la dotation de l'EDG dans le cadre de la mise en œuvre des réformes prévues dans ce secteur, la non-reconduction en 2021 de certaines dépenses du plan de riposte COVID-19 en faveur de l'ANSS et le fonctionnement de certaines entités publiques, notamment l'ANAFIC, l'ANIES, l'AGUIFIL et l'ANASP.

La part des dépenses de transfert dans les dépenses courantes est de 33,07 % contre 41,16% en loi de finances rectificative 2020.

b. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement hors BAS sont évaluées à 8 221,79 Mds contre 7 105,95 Mds en LFR 2020, soit une augmentation de 1 115,84 Mds (15,70%). Cette augmentation concerne les immobilisations non financières pour 1 134,06 Mds, atténuée par la baisse constatée au niveau des immobilisations financières pour 18,22 Mds.

Les dépenses d'investissement hors BAS représentent 29,76% des dépenses totales et 4,92% du PIB contre respectivement 26,49% et 4,85% dans la LFR 2020.

Le budget d'investissement est financé à hauteur de 75,06% sur ressources extérieures et 24,94% sur ressources intérieures contre respectivement 63,74% et 36,26% en LFR 2020.

2.2. Ventilation administrative des dépenses

La ventilation des dépenses suivant les Ministères et Institutions constitutionnelles est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau N° 9: Ventilation des crédits par Ministères et Institutions (en milliers GNF)

MINISTERE/TITRE	PLFR 2020	PLF 2021	ECART
INSTITUTIONS & MINISTERES HORS FINEX	22 300 035 618	21 456 377 672	-843 657 946
<i>FINEX</i>	<i>4 530 000 000</i>	<i>6 297 541 142</i>	<i>1 767 541 142</i>
INSTITUTIONS & MINISTERES YC FINEX	26 830 035 618	27 753 918 814	923 883 196
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	489 955 871	492 511 921	2 556 050
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	63 070 033	63 130 515	60 483
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	426 870 166	429 370 165	2 499 999
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	15 672	11 240	-4 432
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
PRIMATURE	239 039 913	164 630 619	-74 409 294
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	5 895 188	7 056 354	1 161 166
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	57 265 298	57 310 256	44 958
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	58 564 427	10 736 544	-47 827 883
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	117 315 000	89 527 466	-27 787 534
<i>T5 FINEX</i>	<i>89 500 000</i>	<i>67 500 000</i>	<i>-22 000 000</i>
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 993 049 153	2 406 750 272	413 701 119
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	1 529 293 417	1 851 410 717	322 117 300
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	169 289 248	240 175 285	70 886 037
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	261 900 000	286 030 247	24 130 247

T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	32 566 488	29 134 023	-3 432 465
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	482 917 606	1 193 029 137	710 111 531
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	40 585 702	49 750 271	9 164 569
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	111 505 145	80 643 268	-30 861 877
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	74 487 072	57 448 120	-17 038 952
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	256 339 687	1 005 187 478	748 847 791
<i>T5 FINEX</i>	<i>72 504 200</i>	<i>77 504 200</i>	<i>5 000 000</i>
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	345 002 740	374 659 664	29 656 925
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	283 204 732	283 236 125	31 393
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	52 948 368	61 786 978	8 838 609
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	6 849 640	21 914 412	15 064 772
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 000 000	7 722 150	5 722 150
MINISTERE DE LA JUSTICE	118 045 456	166 963 395	48 917 938
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	66 247 533	63 734 572	-2 512 961
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	18 477 538	52 552 550	34 075 012
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	24 313 515	24 494 973	181 458
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	9 006 871	26 181 300	17 174 429
<i>T5 FINEX</i>	<i>4 181 300</i>	<i>4 181 300</i>	<i>0</i>
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	351 757 580	423 302 220	71 544 640
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	98 804 368	99 297 185	492 818
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	189 953 213	250 505 035	60 551 823
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	55 000 000	55 000 000	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 000 000	18 500 000	10 500 000
MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	101 563 198	252 435 946	150 872 748
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	24 702 966	29 999 103	5 296 137
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	16 015 619	20 596 172	4 580 553
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	7 499 813	7 495 871	-3 942
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	53 344 800	194 344 800	141 000 000
<i>T5 FINEX</i>	<i>30 802 400</i>	<i>90 802 400</i>	<i>60 000 000</i>
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	253 190 050	200 970 488	-52 219 562
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	120 400 000	127 940 380	7 540 380
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	35 465 973	52 866 580	17 400 607
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	2 975 078	2 471 328	-503 749
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	94 349 000	17 692 200	-76 656 800
<i>T5 FINEX</i>	<i>76 656 800</i>		<i>-76 656 800</i>
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	81 015 961	134 893 372	53 877 411
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	47 732 175	77 190 289	29 458 114
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	5 254 474	13 242 153	7 987 680

T4 DEPENSES DE TRANSFERT	28 029 312	29 783 330	1 754 017
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	14 677 600	14 677 600
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	720 646 670	829 362 909	108 716 239
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	132 757 083	124 463 567	-8 293 516
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	57 103 150	120 269 306	63 166 155
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	9 046 328	8 747 723	-298 605
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	521 740 109	575 882 314	54 142 204
<i>T5 FINEX</i>	<i>463 042 900</i>	<i>543 492 900</i>	<i>80 450 000</i>
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	105 344 541	121 358 966	16 014 425
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	35 337 062	35 370 608	33 546
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	7 502 579	9 387 335	1 884 756
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	5 239 900	5 552 666	312 765
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	57 265 000	71 048 358	13 783 358
<i>T5 FINEX</i>	<i>51 830 000</i>	<i>59 830 000</i>	<i>8 000 000</i>
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	90 417 904	113 950 451	23 532 546
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	41 004 290	37 088 906	-3 915 384
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	4 883 688	10 417 976	5 534 288
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	9 959 426	12 273 069	2 313 643
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	34 570 500	54 170 500	19 600 000
<i>T5 FINEX</i>	<i>33 070 100</i>	<i>33 070 100</i>	<i>0</i>
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 393 991 018	2 296 952 631	902 961 613
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	28 075 992	24 217 339	-3 858 653
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	0	1 733 035	1 733 035
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	14 899	15 377	478
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 365 900 127	2 270 986 880	905 086 753
<i>T5 FINEX</i>	<i>1 056 471 000</i>	<i>1 815 575 400</i>	<i>759 104 400</i>
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	98 596 633	118 707 111	20 110 479
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	33 790 187	33 860 102	69 915
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	6 502 003	7 612 206	1 110 203
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	27 186 443	46 816 230	19 629 787
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	31 118 000	30 418 574	-699 426
<i>T5 FINEX</i>	<i>618 000</i>	<i>618 000</i>	<i>0</i>
MINISTERE DU COMMERCE	112 370 940	107 169 961	-5 200 980
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	34 678 945	36 374 644	1 695 699
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	4 094 537	7 720 711	3 626 174
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	6 050 658	11 131 475	5 080 817
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	67 546 800	51 943 130	-15 603 670
<i>T5 FINEX</i>	<i>67 156 800</i>	<i>51 556 800</i>	<i>-15 600 000</i>
MINISTERE DU TOURISME, DE L'HOTELLERIE ET DE L'ARTISANAT	57 502 897	63 920 361	6 417 464
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	12 107 809	12 863 909	756 100
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	15 882 088	15 632 078	-250 010
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	11 600 000	15 543 460	3 943 460

T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	17 913 000	19 880 915	1 967 915
MINISTERE DE LA SANTE	2 770 318 351	2 177 362 930	-592 955 421
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	560 452 496	780 909 602	220 457 106
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	428 628 325	680 077 287	251 448 962
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	202 000 000	405 563 093	203 563 093
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 579 237 531	310 812 948	-1 268 424 583
<i>T5 FINEX</i>	<i>182 220 900</i>	<i>202 220 900</i>	<i>20 000 000</i>
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE DES PERSONNES VULNERABLES	172 822 240	214 919 064	42 096 824
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	25 994 727	26 811 694	816 967
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	21 283 061	32 741 944	11 458 883
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	23 518 221	26 852 779	3 334 558
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	102 026 230	128 512 646	26 486 416
<i>T5 FINEX</i>	<i>29 411 400</i>	<i>29 411 400</i>	<i>0</i>
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION	1 981 160 386	2 074 280 024	93 119 638
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	1 699 561 471	1 744 253 212	44 691 741
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	146 006 506	153 270 053	7 263 547
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	16 476 350	19 576 540	3 100 190
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	119 116 060	157 180 220	38 064 160
<i>T5 FINEX</i>	<i>39 928 000</i>	<i>80 655 262</i>	<i>40 727 262</i>
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI.	290 330 604	351 548 841	61 218 236
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	91 043 788	91 043 789	1
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	48 945 781	91 159 609	42 213 828
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	56 595 410	79 604 838	23 009 428
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	93 745 625	89 740 605	-4 005 021
<i>T5 FINEX</i>	<i>69 088 800</i>	<i>47 608 980</i>	<i>-21 479 820</i>
MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	29 191 051	36 686 607	7 495 556
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	17 818 677	18 882 390	1 063 713
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	2 813 677	4 683 006	1 869 329
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	1 829 924	2 531 578	701 654
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	6 728 774	10 589 634	3 860 860
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	70 860 951	75 436 447	4 575 496
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	13 628 807	14 583 295	954 488
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	2 565 280	3 474 052	908 772
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	20 159 835	33 801 764	13 641 929
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	34 507 028	23 577 336	-10 929 692
<i>T5 FINEX</i>	<i>16 000 300</i>	<i>600 000</i>	<i>-15 400 300</i>
ASSEMBLEE NATIONALE	253 405 965	235 885 927	-17 520 038
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	100 885 780	105 825 545	4 939 765
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	152 520 185	130 060 382	-22 459 803
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0

COUR SUPREME	26 054 777	27 782 184	1 727 407
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	6 947 379	7 287 786	340 407
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	17 081 498	18 131 498	1 050 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 025 900	2 362 900	337 000
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	16 006 852	16 134 366	127 514
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	1 582 081	1 659 596	77 514
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	14 424 770	14 474 770	50 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	22 919 460	23 458 656	539 196
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	11 004 180	11 543 376	539 196
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	11 915 280	11 915 280	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	7 117 563	18 545 224	11 427 660
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	2 030 982	2 479 121	448 139
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	5 035 134	9 014 368	3 979 234
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	51 447	51 734	287
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	7 000 000	7 000 000
MINISTERE DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	17 144 361	38 857 925	21 713 564
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	9 183 603	9 184 569	966
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	7 960 758	23 173 356	15 212 598
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	4 000 000	4 000 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	2 500 000	2 500 000
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	59 175 697	69 917 595	10 741 898
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	4 402 871	5 404 260	1 001 389
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	2 342 216	3 417 338	1 075 123
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	42 918 038	42 402 597	-515 441
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	9 512 572	18 693 400	9 180 828
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	249 374 037	233 064 069	-16 309 969
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	141 214 496	142 122 561	908 066
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	35 927 364	40 642 265	4 714 901
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	16 400 878	18 733 472	2 332 594
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	55 831 300	31 565 770	-24 265 530
<i>T5 FINEX</i>	<i>41 186 800</i>	<i>20 802 300</i>	<i>-20 384 500</i>
MINISTERE DES TRANSPORTS	107 191 140	114 664 133	7 472 992
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	28 488 620	30 456 694	1 968 075
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	6 069 402	7 107 252	1 037 851
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	42 183 119	16 874 004	-25 309 115
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	30 450 000	60 226 182	29 776 182
<i>T5 FINEX</i>	<i>27 000 000</i>	<i>47 000 000</i>	<i>20 000 000</i>
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	11 401 534	16 335 690	4 934 156
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	470 474	582 868	112 394

T4 DEPENSES DE TRANSFERT	10 931 060	15 752 823	4 821 762
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	798 665 932	883 667 478	85 001 546
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	236 265 364	237 085 605	820 241
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	61 091 753	73 272 498	12 180 745
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	487 779 072	542 411 110	54 632 038
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	13 529 743	30 898 265	17 368 521
<i>T5 FINEX</i>	<i>6 000 000</i>	<i>9 648 900</i>	<i>3 648 900</i>
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	30 495 657	70 680 767	40 185 110
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	530 763	660 813	130 050
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	22 189 894	35 019 954	12 830 060
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 775 000	35 000 000	27 225 000
MINISTERE DE L'ENERGIE	5 455 938 379	5 178 442 156	-277 496 223
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	18 087 517	19 015 739	928 222
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	5 474 928	8 949 228	3 474 300
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	3 462 001 449	2 390 756 088	-1 071 245 361
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 970 374 484	2 759 721 100	789 346 616
<i>T5 FINEX</i>	<i>1 892 349 900</i>	<i>2 688 853 900</i>	<i>796 504 000</i>
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	68 453 465	80 350 694	11 897 230
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	21 509 427	21 509 427	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	1 091 590	2 162 303	1 070 713
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	4 074 448	6 900 964	2 826 516
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	41 778 000	49 778 000	8 000 000
MINISTERE DE L'ELEVAGE	38 928 961	43 908 795	4 979 834
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	21 707 875	21 961 095	253 221
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	7 427 998	10 947 699	3 519 701
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	9 793 088	11 000 000	1 206 912
<i>T5 FINEX</i>	<i>8 000 000</i>		<i>-8 000 000</i>
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME.	72 593 041	163 836 185	91 243 144
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	17 060 199	21 240 380	4 180 181
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	13 526 698	33 512 636	19 985 938
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	31 506 283	21 053 355	-10 452 928
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	10 499 861	88 029 814	77 529 953
<i>T5 FINEX</i>		<i>55 600 000</i>	<i>55 600 000</i>
MINISTERE DES SPORTS , DE LA CULTURE, ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	195 707 765	181 189 317	-14 518 449
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	50 166 246	53 104 357	2 938 111
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	122 386 946	103 581 021	-18 805 925
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	13 457 860	14 503 939	1 046 079
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	9 696 714	10 000 000	303 286

SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	5 667 001	6 784 135	1 117 134
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	860 893	860 893	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	4 806 108	5 923 242	1 117 134
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	0	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
REGION DE BOKE	574 089	574 089	0
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	574 089	574 089	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	0	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
REGION DE FARANAH	459 278	459 278	0
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	459 278	459 278	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	0	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
REGION DE KANKAN	574 089	574 089	0
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	574 089	574 089	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	0	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
REGION DE KINDIA	574 089	574 089	0
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	574 089	574 089	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	0	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
REGION DE LABE	574 089	574 089	0
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	574 089	574 089	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	0	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
REGION DE MAMOU	344 450	344 450	0
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	344 450	344 450	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	0	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
REGION DE N'ZEREKORE	688 905	688 905	0
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	688 905	688 905	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	0	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
MINISTERE DU BUDGET	106 307 506	122 837 835	16 530 329

T2 DEPENSES DE PERSONNEL	48 536 368	48 737 356	200 988
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	35 688 306	40 864 200	5 175 894
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	791 980	597 929	-194 051
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	21 290 852	32 638 350	11 347 498
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	22 556 140	23 343 971	787 831
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	12 556 140	12 843 971	287 831
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	0	0	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	5 000 000	5 500 000	500 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 000 000	5 000 000	0
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	320 086 571	75 113 493	-244 973 078
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	11 500 000	12 063 493	563 493
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	296 536 571	50 000 000	-246 536 571
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	12 050 000	13 050 000	1 000 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
COUR CONSTITUTIONNELLE	21 985 779	23 223 892	1 238 113
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	6 380 000	6 618 113	238 113
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	0	0	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	15 605 779	16 605 779	1 000 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
COUR DES COMPTES	52 097 351	54 221 392	2 124 041
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	14 987 040	15 721 392	734 352
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	0	0	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	37 110 311	38 500 000	1 389 689
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
HAUTE COUR DE JUSTICE	1 593 653	2 043 401	449 748
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	0	0	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	1 593 653	2 043 401	449 748
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 169 836	2 206 792	36 956
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	0	0	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	2 169 836	2 206 792	36 956
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	6 854 490	7 069 209	214 719
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	3 925 210	4 117 537	192 327
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	0	0	0
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	2 929 280	2 951 672	22 392
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	0	0
MINISTERE DE LA CITOYENNETE ET DE L'UNITE NATIONALE	14 189 551	12 289 672	-1 899 879
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	317 307	318 549	1 242

T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	12 962 244	11 315 717	-1 646 527
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	0	0
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	910 000	655 406	-254 594
MINISTERE EN CHARGE DES INVESTISSEMENTS ET DU PARTENARIAT PUBLICS-PRIVES	24 620 795	24 619 364	-1 431
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	5 500 000	5 499 650	-350
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	9 725 795	12 096 118	2 370 323
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	7 395 000	5 583 139	-1 811 861
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 000 000	1 440 458	-559 542
MINISTERE DES HYDROCARBURES	23 531 881	26 185 951	2 654 070
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	11 010 075	11 010 075	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	10 721 806	13 662 083	2 940 277
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	500 000	577 495	77 495
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 300 000	936 298	-363 702
MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYDRAULIQUE	519 700 954	538 473 226	18 772 272
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	4 185 420	4 410 967	225 547
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	63 990 837	29 145 222	-34 845 615
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	143 365 898	95 365 898	-48 000 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	308 158 800	409 551 140	101 392 340
<i>T5 FINEX</i>	<i>272 980 400</i>	<i>371 008 400</i>	<i>98 028 000</i>
MINISTERE DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES	5 000 000	13 876 339	8 876 339
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	2 650 000	13 376 339	10 726 339
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	500 000	500 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 350 000	0	-2 350 000
MINISTERE DES DROITS ET DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES	5 000 000	20 435 176	15 435 176
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	0
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	3 300 000	13 335 176	10 035 176
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	0	7 100 000	7 100 000
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 700 000	0	-1 700 000
AUTRES DEPENSES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	290 137 818	171 555 885	-118 581 933
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	2 816 170	2 816 464	295
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	25 859 123	35 651 944	9 792 821
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	80 062 525	90 087 477	10 024 951
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	181 400 000	43 000 000	-138 400 000
DEPENSES COMMUNES	5 625 081 000	4 837 325 596	-787 755 404
T1 CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE	1 277 999 085	1 534 000 000	256 000 915
T2 DEPENSES DE PERSONNEL	532 648 224	441 153 179	-91 495 045
T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	991 840 687	982 999 506	-8 841 181
T4 DEPENSES DE TRANSFERT	2 268 139 048	1 373 626 790	-894 512 257
T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	554 453 957	505 546 121	-48 907 836

2.3. Ventilation fonctionnelle des dépenses

La ventilation des dépenses en fonction des objectifs socio-économiques du gouvernement est présentée dans le tableau suivant :

Tableau n°10 : Ventilation des dépenses par fonction

FONCTIONS	PLFR 2020	PLFI 2021	ECART	PART (PLFI 2021)
701 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	5 826 503 981	6 234 342 067	407 838 087	22,57%
T1. CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE	1 277 999 085	1 534 000 000	256 000 915	5,55%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	1 157 368 131	1 127 612 242	-29 755 889	4,08%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	2 187 555 999	2 053 445 927	-134 110 073	7,43%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	581 278 434	571 999 094	-9 279 340	2,07%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	622 302 331	947 284 804	324 982 473	3,43%
FINEX	156 550 500	280 150 500	123 600 000	1,01%
702 DEFENSE	1 993 051 712	2 406 752 831	413 701 119	8,71%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	1 529 293 417	1 851 410 717	322 117 300	6,70%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	169 289 248	240 175 285	70 886 037	0,87%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	261 902 559	286 032 806	24 130 247	1,04%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	32 566 488	29 134 023	-3 432 465	0,11%
703 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	488 874 693	664 605 004	175 730 311	2,41%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	354 555 675	352 267 676	-2 287 998	1,28%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	89 390 213	128 892 642	39 502 429	0,47%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	33 011 935	48 585 829	15 573 894	0,18%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	11 916 871	134 858 856	122 941 985	0,49%
FINEX	4 181 300	4 181 300	0	0,02%
704 AFFAIRES ECONOMIQUES	7 925 911 143	8 469 883 321	543 972 178	30,66%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	421 225 652	416 404 336	-4 821 316	1,51%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	213 982 762	284 601 014	70 618 252	1,03%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	3 113 610 618	2 201 997 028	-911 613 590	7,97%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 177 092 112	5 566 880 943	1 389 788 832	20,15%
FINEX	3 639 777 500	4 893 579 100	1 253 801 600	17,71%
705 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	479 536 153	517 715 032	38 178 879	1,87%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	141 214 496	142 272 561	1 058 066	0,52%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	35 243 379	46 397 128	11 153 749	0,17%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	106 565 878	108 898 472	2 332 594	0,39%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	196 512 400	220 146 870	23 634 470	0,80%
FINEX	171 834 000	195 449 500	23 615 500	0,71%
706 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	1 652 086 485	1 932 992 382	280 905 896	7,00%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	33 790 187	32 930 582	-859 605	0,12%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	7 097 120	9 148 234	2 051 113	0,03%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	425 386 443	408 832 031	-16 554 411	1,48%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 185 812 736	1 482 081 535	296 268 799	5,36%

FINEX	221 007 300	566 007 300	345 000 000	2,05%
707 SANTE	1 563 589 080	1 865 464 053	301 874 973	6,75%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	560 452 496	780 909 602	220 457 106	2,83%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	433 753 444	688 042 876	254 289 432	2,49%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	79 798 565	85 498 627	5 700 062	0,31%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	489 584 575	311 012 948	-178 571 627	1,13%
FINEX	182 220 900	202 220 900	20 000 000	0,73%
708 LOISIRS, CULTURE ET CULTE	540 168 748	521 713 051	-18 455 697	1,89%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	68 197 924	73 091 912	4 893 988	0,26%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	135 471 307	120 047 044	-15 424 263	0,43%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	87 661 588	99 541 424	11 879 835	0,36%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	248 837 928	229 032 672	-19 805 257	0,83%
FINEX	16 000 300	0	-16 000 300	0,00%
709 ENSEIGNEMENT	3 069 194 632	3 180 511 369	111 316 738	11,51%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	2 040 855 444	2 087 052 677	46 197 233	7,55%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	298 217 013	323 247 496	25 030 483	1,17%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	546 811 240	630 938 357	84 127 117	2,28%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	183 310 935	139 272 839	-44 038 095	0,50%
FINEX	109 016 800	0	-109 016 800	0,00%
710 PROTECTION SOCIALE	3 291 118 991	1 831 410 600	-1 459 708 391	6,63%
T2. DEPENSES DE PERSONNEL	25 994 727	26 811 694	816 967	0,10%
T3. DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	25 888 484	29 179 930	3 291 447	0,11%
T4. DEPENSES DE TRANSFERT	2 579 433 255	1 658 411 329	-921 021 926	6,00%
T5. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	659 802 526	117 007 646	-542 794 879	0,42%
FINEX	29 411 400	29 411 400	0	0,11%
TOTAL GENERAL	26 830 035 618	27 625 389 710	795 354 092	100,00%
TOTAL FINEX	4 530 000 000	6 171 000 000	1 641 000 000	22,34%

L'examen du tableau ci-dessus montre que pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts sur les fonctions Affaires économiques, Services généraux des administrations publiques, Enseignement, Défense, logement, Santé, Protection Sociale qui absorbent les 93,83% du montant du budget projeté en 2021.

- La fonction Affaires économiques qui prend en compte les trois secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) absorbe 30,66% des dotations budgétaires de 2021. Cette allocation est en adéquation avec les priorités du Gouvernement relatives à la relance économique post-covid.
- Les Services généraux des administrations publiques représentent 22,57% des dépenses totales prévues en 2021. Cette enveloppe essentiellement consacrée à la gouvernance porte sur le pilotage, la poursuite des actions de réformes engagées par le Gouvernement dans le cadre de la promotion du développement à la base et la gestion de la dette publique notamment domestique pour relancer l'économie.
- La part de la fonction Enseignement dans le PLFI 2021 s'établit à 11,51%. Cette allocation vise à améliorer le système éducatif à travers la qualification du personnel enseignant, la réhabilitation et équipement des infrastructures scolaires, la rénovation

et extension des IRE/DPE et la construction des écoles régionales des arts et métiers (ERAM).

- La fonction Défense quant à elle obtient 8,71% du montant du PLF 2021. Cette allocation est destinée, entre autres, au volet réforme du secteur de la défense et à la sécurisation de nos frontières.
- La fonction logement et équipements collectifs bénéficie d'une enveloppe de 7,01% du budget total. Cette enveloppe couvre essentiellement les projets d'adduction d'eau et d'électricité notamment le projet urbain eau de Guinée, le quatrième projet eau de Conakry, la réhabilitation du barrage de Donkéa, la construction de la route nationale RN1, le programme de réhabilitation des voiries de Conakry, la construction de la nationale Coyah-Mamou-Dabola et la construction des logements sociaux.
- Quant à la fonction Santé, il est prévu qu'il lui soit alloué 6,75% du budget 2021. Cette dotation sera consacrée essentiellement aux services de santé publique et aux services hospitaliers notamment les dispensaires, maternités ainsi qu'aux services de médecine spécialisés.
- La part de la fonction Protection sociale du PLFI 2021 est de 6,63%. Cette enveloppe servira essentiellement à renforcer l'assistance aux couches vulnérables à travers le partage de la prospérité via l'ANIES, fer de lance de la politique du Gouvernement.
- La fonction Ordre et Sécurité représente 2,41% des dépenses du PLFI 2021. Cette dotation vise à consolider les réformes engagées dans le secteur de la sécurité afin de garantir la protection des citoyens et de leurs biens.
- Les fonctions Protection de l'Environnement et Loisirs, Culture et Culte bénéficient chacune de 1,87% du projet de budget de l'Etat pour 2021.

Soldes budgétaires et financements

Les projections du cadrage budgétaire 2021 dégagent un besoin de financement de - 4 227,43 Mds (-2,53% du PIB) contre -5 465,19 Mds (-3,73% du PIB) en LFR 2020.

Le solde de base et solde net de gestion primaire s'établissent respectivement à 867 Mds (0,52% du PIB) et -5 761,43 Mds (-3,45% du PIB) contre -2 765,84 Mds (-1,89% du PIB) et -6 743,19 Mds (-4,60% du PIB) à fin décembre 2020.

Ce besoin de financement est couvert par la contraction des ressources et charges de financement d'un total de 4 227,43 Mds, ventilées comme suit :

Ressources de financement.....	7 475,59 Mds
- Emprunts.....	7 220,53 Mds
- Remboursements des prêts accordés.....	255,06 Mds
Charges de financement.....	3 248,16 Mds
Remboursement du capital des emprunts.....	3 248,16 Mds

Telle est l'économie du projet de loi de finances initiale pour 2021.